

dération; et si je ne préfère pas le Nouveau-Brunswick tel qu'il est, au Canada dans toute sa gloire, que ma langue se rive à la voûte de mon palais.

Donc, honorables sénateurs, on ne peut pas parler d'enthousiasme. Et l'on pourrait accumuler les exemples d'opposition foncière pris dans tous les coins de ce qui devait devenir le Dominion du Nord, comme l'a appelé le professeur Creighton.

Le sénateur Donahoe: En Nouvelle-Écosse, on a dit qu'elle avait été vendue pour le prix d'une peau de mouton.

Le sénateur Macquarrie: Oui, une peau de mouton. Et moi, honorables sénateurs, je suis de ceux qui utilisent le mot «dominion» parce que j'estime que nous n'avons pas eu de plus grand homme que Sir Robert Borden, l'architecte de notre indépendance, car c'est en grande partie sous son égide que nous sommes passés de l'état de colonie à celui de dominion. Et ceux qui disent sans réflexion qu'il ne faut pas utiliser le terme «dominion» parce qu'il implique la subordination, ont bien tort. Il nous a fait passer d'un ère de subordination à ce qui devait donner naissance à l'une des plus nobles associations du monde, le Commonwealth des nations. Et si le Règlement me permettait de signaler sa présence dans la galerie, je dirais qu'un très distingué Canadien qui avait l'habitude de rehausser cet endroit de sa présence, qui a brillé dans la littérature et qui est demeuré polémiste toute sa vie, Eugene Forsey, connaît lui aussi la signification du terme «dominion» et qu'il l'emploie, et que je ne saurais trouver meilleure caution.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Macquarrie: Si je rappelle cela, honorables sénateurs, ce n'est pas pour donner un cours d'histoire, quoique, faut-il le dire, ceux qui oublient leur histoire courent à leur perte. Moi qui suis conservateur, j'aime le passé pour ce qu'il peut m'apprendre et non par attachement réactionnaire. Si j'en fais mention c'est pour une ou deux raisons. La première, bien sûr, c'est que pour rassembler ce pays, ces colonies disparates, éloignées et si peu empressées de s'unir, pour en faire une entité politique, il a fallu de grands talents d'hommes d'État, auxquels les Canadiens ont toujours trop recliné à rendre hommage.

● (1520)

J'ai donné des cours à l'université sur le nationalisme et les grands bâtisseurs de nations, Cavour, Orsini et d'autres, mais quand je pense à la tâche à laquelle se sont attelés sir John A. Macdonald et les autres pères de la Confédération, je crois qu'il occupent une place au moins comparable. C'était une tâche terriblement ardue et il a été certainement bien plus difficile de créer ce pays qu'il ne devrait l'être de le garder uni.

Deuxièmement, nous devrions nous demander comment il se fait à une époque où l'on dispose de moyens de communications aussi perfectionnés, que les Canadiens semblent incapables de dialoguer entre eux. Nous connaissons la technologie de la communication, mais savons-nous communiquer? Le livre *Two Solitudes* reste, hélas tout autant d'actualité qu'au moment où son éminent auteur l'a écrit. Nous sommes technologiquement unifiés mais émotivement, plus séparés que jamais.

Pourquoi le noble ouvrage de nos aïeux est-il en péril? Pourquoi après avoir été ensemble pendant des générations, pouvons-nous même envisager le départ de l'un des premiers éléments de ce grand pays? Que s'est-il passé?

[Le sénateur Macquarrie.]

Il y a plusieurs années, le premier ministre actuel a dit aux Canadiens que le séparatisme était mort. J'aurais bien voulu qu'il ait raison, mais, hélas, il n'en est rien. Je n'ai jamais prétendu comprendre les nuances de la vie sociale et politique du Québec. Bien des anglophones pourraient dire la même chose. Cependant, depuis une décennie et plus, ce sont d'éminents Québécois qui dirigent les affaires nationales. Nous devons donc nous demander qu'est-ce qui a été fait ou qu'est-ce qui n'a pas été fait. C'est une question grave et menaçante.

J'ai trouvé intéressant l'échange qui a eu lieu au Sénat entre le sénateur Asselin et le leader du gouvernement au sujet de ce que le premier ministre avait dit qu'il ferait dans l'éventualité d'un «non» ou d'un «oui» et je pense que si j'avais été premier ministre, j'aurais dit à peu près la même chose que lui. Cependant, on ne peut poser une question à l'électorat en présumant de sa réponse. Il est possible que ce soit «oui». Et même si personne ne veut parler de ce qui s'ensuivrait, nous devons en fait y réfléchir. Je ne puis m'empêcher d'envisager cette éventualité. Je ne la souhaite pas, mais je ne puis l'exclure du domaine des possibilités. Ce serait refuser de regarder la réalité en face.

A ce sujet, j'ai à peu près les mêmes sentiments que ceux que doit avoir éprouvés Burns lorsqu'il a écrit ce touchant et éloquent poème *To A Mouse*:

Still thou art blest, compared wi' me!

The present only toucheth thee:

But, och! I backward cast my e'e

On prospects drear!

An' forward, tho' I canna see,

I guess an' fear!

Il doit donc y avoir un sens de l'inquiétude, et je pense que c'est extrêmement important.

Je n'étais pas tout à fait d'accord lorsque le leader du gouvernement a dit hier à la Chambre que l'unité nationale était le seul véritable problème. Je ne le pense pas, mais c'est sans doute le plus important. Évidemment il y a aussi d'autres problèmes, des problèmes économiques extrêmement graves.

Néanmoins, je pense que sur la scène nationale, nous nous demandons toujours comment réagir face à la situation au Québec. C'est extrêmement important, je pense, et pourtant je ne voudrais pas que quelqu'un d'autre explique à ma place ce que je ressens. Je ne crois pas que le résultat du référendum soit tellement important en soi. Quelle que soit la réponse des Québécois le 20 mai, elle ne mettra pas fin au problème. Nous ne rendons peut-être pas un bon service à la nation en dramatisant ce vote. Néanmoins, si nous le faisons—et je pense que nous devons le faire, car les hommes politiques doivent jouer un rôle éducatif—nous sommes obligés de dire, je pense, qu'il s'agit d'un événement de la plus grande gravité.

Certains aspects de toute cette affaire m'ennuient beaucoup. Je ferais beaucoup—je me demande ce que je ne ferais pas—pour unir davantage la grande famille canadienne. Je fais de nouveau allusion à l'un de mes grands favoris, je pense, comme M. Forsey, que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique qui était, selon moi, une fort bonne loi. Certains lui ont fait faire des acrobaties, ce qui n'a pas été bien pour qui que ce soit, mais il a extrêmement bien joué son rôle.